

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

INTER EUROPE CONSEIL (IEC)

Société par Actions Simplifiée au capital de 764 982 576 €
Siège social : 29, bd Haussmann – 75009 Paris.
692 040 108 R.C.S. Paris.

I. — Bilan.

(En Euros.)

Actif	31/12/2016	31/12/2015
Caisse, banques centrales, comptes courants postaux :		
Effets publics et valeurs assimilées (note 2)	33 714 765	33 819 020
Créances sur les établissements de crédit (note 3)	6 859 182 317	6 828 731 033
A vue	22 415 660	114 963 214
A terme	6 836 766 658	6 713 767 819
Opérations avec la clientèle (note 4)	1 798 351	5 753 243
Créances commerciales		
Autres concours à la clientèle	1 798 351	5 753 243
Comptes ordinaires débiteurs		
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 2)	1 699 965 289	3 172 340 311
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat		
Location simple		
Immobilisations incorporelles (note 5)	11 005	11 005
Immobilisations corporelles		
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs (note 6)	101 123 590	312 360 475
Comptes de régularisation (note 6)	63 263 496	88 649 914
Total	8 759 058 812	10 441 665 001

Passif	31/12/2016	31/12/2015
Banques centrales, Comptes courants postaux		
Dettes envers les établissements de crédit (note 7)	5 235 387 415	6 724 852 618
A vue	11 859 552	92 791
A terme	5 223 527 863	6 724 759 827
Opérations avec la clientèle (note 8)		598 900
Comptes d'épargne à régime spécial		
A vue		
A terme		
Autres dettes		598 900
A vue		
A terme		598 900
Dettes représentées par un titre		
Bons de caisse		

Titres de marché interbancaires et titres de créances négociables		
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs (note 9)	53 655 459	76 938 166
Comptes de régularisation (note 9)	50 005 938	57 891 216
Provisions (note 10)	27 284 612	49 760 505
Dettes subordonnées (note 11)	2 380 000 669	2 302 009 963
Fonds pour risques bancaires généraux		
Capitaux propres (note 12)	1 012 724 720	1 229 613 632
Capital	764 982 576	764 982 576
Primes d'émission		
Réserves	30 952 610	8 127 429
Ecart de réévaluation		
Provisions règlementées		
Subvention d'investissement		
Report à nouveau	28 948	4
Résultat de l'exercice	216 760 585	456 503 624
Total	8 759 058 812	10 441 665 001

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

Hors - bilan	31/12/2016	31/12/2015
Engagements donnés :	4 640 707	388 493 154
Engagements de financement (note 20)	4 640 707	6 233 233
Engagements en faveur d'établissement de crédit	1 000	1 000
Engagements en faveur de la clientèle	4 639 707	6 232 233
Engagements de garantie		382 259 921
Engagements en faveur d'établissement de crédit		382 259 921
Engagements en faveur de la clientèle		
Engagements sur titres		
Titres à livrer		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus :	62 336 386	329 229 903
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie (note 20)	62 336 386	329 229 903
Engagements reçus d'établissement de crédit		
Engagements reçus de la clientèle	62 336 386	329 229 903
Engagements sur titres		
Titres à recevoir		
Autres engagements reçus		
Autres engagements	31/12/2016	31/12/2015
Opérations en devises (note 21)		
Engagements devises (achetées ou empruntées) à recevoir	4 298 428	336 433 932
Engagements devises (vendues ou prêtées) à donner	4 305 100	341 169 746
Engagements sur instruments financiers à terme (note 22)	942 653 311	2 220 461 583
Autres engagements (note 20)		
Engagements donnés	57 997 386	
Engagements reçus		
Engagements douteux		

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

II. — Compte de résultat.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Produits et charges d'exploitation bancaire:		
+ Intérêts et produits assimilés (note 13)	246 333 540	264 135 920
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les Ets de crédit	188 174 979	173 257 793
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	205 276	-7 228
+ Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	47 244 480	68 063 157
+ Autres intérêts et produits assimilés	10 708 805	22 822 199
- Intérêts et charges assimilées (note 13)	-160 753 500	-176 802 419
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les Ets de crédit	-158 430 840	-148 448 627
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-133 286	-5 143
- Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 431	-298
- Autres intérêts et charges assimilées	-2 200 805	-28 348 350
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opération de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges) (note 14)	-59 454	-109 290
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation	54 846 728	113 218 909
- Opérations sur titres de transaction	68 936 202	87 431 842
- Opérations de change	19 055 362	49 249 050
- Opérations sur instruments financiers	-33 144 836	-23 461 983
+ / - Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés	6 354 427	8 140 038
- Plus ou moins value	3 232 556	6 158 520
- Dotations aux provisions et reprises	3 121 872	1 981 518
+ Autres produits d'exploitation bancaire	52	167
- Opérations faites en commun		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	52	167
- Autres produits non bancaires		
- Autres charges d'exploitation bancaire	-84 923	-157 095
- Opérations faites en commun		
- Autres charges d'exploitation bancaires	-84 923	-157 095
Produit net bancaire :	146 636 871	208 426 230
- Charges générales d'exploitation (note 16)	-11 533 219	-11 227 677
- Frais de personnel		
- Autres frais administratifs	-11 533 219	-11 227 677
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation :	135 103 651	197 198 552
- Coût du risque (note 17)	475 942 759	1 213 282 084
- Coût du risque sur établissement de crédit		
- Coût du risque sur la clientèle		
- Coût du risque sur portefeuille titres	475 942 759	1 213 282 084
- Autres opérations		
Résultat d'exploitation :	611 046 410	1 410 480 636
+ / - Gains ou pertes sur actifs immobilisés (note 18)	-490 896 022	-1 258 056 392
- Immobilisations financières	-490 896 022	-1 258 056 392
- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles		
Résultat courant avant impôt :	120 150 388	152 424 245
+ / - Résultat exceptionnel		
- Impôt sur les bénéfices (note 19)	96 610 198	304 079 379
+ / - Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées		
Résultat net de l'exercice	216 760 585	456 503 624

(Les notes annexes qui figurent aux pages suivantes font partie intégrante des états financiers)

III. — Annexes.

Note 1. — Règles et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de la société INTER EUROPE CONSEIL ont été établis conformément aux dispositions définies par le règlement ANC N° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales et bancaires d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable et comparabilité des comptes. — Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

Au 31 décembre 2016, les dotations nettes aux dépréciations sur titres à revenu fixe d'investissement liées à un éventuel risque de défaillance de l'émetteur sont présentées en Coût Net du Risque.

Changement d'estimation. — Aucun changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Créances sur les établissements de crédit et la clientèle. — Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des concours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme pour les établissements de crédit; créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours pour la clientèle.

Les intérêts courus non échus sur ces créances sont portés en comptes de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas. Une dépréciation en fonction du risque encouru est constituée pour chacune d'elles.

Créances douteuses. — Par application du règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, sont distingués comptablement les encours sains et les encours douteux.

Sont des encours douteux, les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- lorsqu'il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour le crédit bail immobilier, neuf mois pour les créances sur des collectivités locales),
- lorsque la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement,
- s'il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie, notamment les procédures de surendettement, de redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de bien, ainsi que les assignations devant un tribunal correctionnel et international.

Par contagion, le classement d'un encours en douteux sur une contrepartie entraîne obligatoirement le déclassement de tous les engagements liés à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garanties ou de cautions (sauf cas de litiges ponctuels ou d'un risque de crédit dépendant de la solvabilité d'un tiers).

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de dépréciations correspondant à la perte probable.

Les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la échéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux, à l'exception des créances douteuses pour lesquelles les clauses contractuelles sont respectées et de celles assorties de garanties permettant leur recouvrement.

Portefeuille titres. — Les titres sont classés en fonction de :

- Leur nature : effets publics (bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable ;
- L'intention de détention selon leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, participations et parts dans les entreprises liées, activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention.

Les achats et les ventes de titres sont comptabilisés au bilan en date de règlement-livraison.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais d'acquisition.

Titres de transaction. — Ce sont des titres, qui, à l'origine, sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme ou qui sont détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché.

Ces titres sont négociables sur un marché actif et les prix de marché ainsi accessibles sont représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

A la clôture de l'exercice, les titres de transaction sont évalués sur la base de leur valeur de marché.

Le solde des gains et pertes latents ainsi constaté, de même que le solde des gains et pertes réalisés sur cession des titres est porté au compte de résultat, dans la rubrique " Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation". Les coupons encaissés sur les titres à revenu fixe du portefeuille de transaction sont classés dans le compte de résultat au sein de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe".

Les titres de transaction qui ne sont plus détenus avec l'intention de les revendre à court terme, ou qui ne sont plus détenus dans le cadre d'une activité de mainteneur de marché ou pour lesquels la gestion spécialisée de portefeuille dans le cadre de laquelle ils sont détenus ne présente plus un profil récent de prise de bénéfices à court terme peuvent être transférés dans les catégories « titres de placement » ou « titres d'investissement » si :

- une situation exceptionnelle du marché nécessite un changement de stratégie de détention,

– ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si Inter Europe Conseil a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Les titres ainsi transférés sont inscrits dans leur nouvelle catégorie à leur valeur de marché à la date du transfert. Cette disposition a été appliquée en octobre 2008 au sein du Groupe SOCIETE GENERALE antérieurement à l'apport du 5 novembre 2010.

Titres de placement. — Il s'agit de titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres visés au chapitre 3 bis du règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire modifié par le règlement 2008-17 du Comité de la Réglementation Comptable (Titres de participation, parts dans les entreprises liées).

Les titres de placement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais exclus.

– Obligations et autres Titres à revenu fixe

Les différences entre les prix d'acquisition et les valeurs de remboursement (primes si elles sont positives, décotes si elles sont négatives) sont enregistrées au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres concernés. Les intérêts courus à recevoir attachés aux obligations et autres titres à revenu fixe de placement sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie de la rubrique "Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe" du compte de résultat.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés selon leur valeur probable de négociation. Les plus-values ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation. Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession de ces titres sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés" du compte de résultat.

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sont calculées en tenant compte des gains provenant des éventuelles opérations de couverture effectuées.

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie « titres d'investissement » si :

– une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention ;

– ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si Inter Europe Conseil a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Titres d'investissement. — Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "titres de placement" avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels INTER EUROPE CONSEIL a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance.

Les titres d'investissement incluent également des titres de transaction et de placement que la SOCIETE GENERALE a reclassé avant apport, conformément au règlement n° 2008-17, du Comité de la Réglementation Comptable, afférent aux transferts de titres hors des catégories titres de transaction et titres de placement (situation exceptionnelle de marché ou titres qui ne sont plus négociables sur un marché actif).

La Société n'a, quant à elle, pas procédé à de tels reclassements.

A la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille-titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont enregistrées dans la rubrique « Gains ou Pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Ces titres d'investissement peuvent être désignés comme éléments couverts dans le cadre d'une opération de couverture affectée ou de couverture globale du risque de taux d'intérêt réalisée au moyen d'instruments financiers à terme.

Titres de l'activité de portefeuille. — Il s'agit d'investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

Aucun titre de cette nature ne figure au bilan de clôture.

Titres de participations, autres titres détenus à long terme, parts dans les entreprises liées. — Il s'agit de titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de notre société ou du groupe Société Générale répondant aux critères suivants :

– titres de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement ou émis par les sociétés mises en équivalence ;

– titres de sociétés ayant des administrateurs ou des dirigeants communs avec la société détentrice, dans des conditions qui permettent l'exercice d'une influence sur l'entreprise dont les titres sont détenus ;

– titres de sociétés appartenant à un même groupe contrôlé par des personnes physiques ou morales exerçant un contrôle sur l'ensemble et faisant prévaloir une unité de décision ;

– titres représentant plus de 10 % des droits dans le capital émis par un établissement de crédit ou par une société dont l'activité se situe dans le prolongement de celle d'Inter Europe Conseil.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition. Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique Revenus des titres à revenu variable. Au 31 décembre 2016, aucun titre n'entrant dans cette catégorie n'est inscrit au bilan d'Inter Europe Conseil. Au 31 décembre 2016, aucun revenu de dividendes attachés à ces titres n'est inscrit dans le compte de résultat d'Inter Europe Conseil.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués à leur valeur d'utilité représentative du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention.

Cette valeur est estimée par référence à différents critères tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de bourse des trois derniers mois.

Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins values latentes donnent lieu à constitution d'une dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus de dividendes attachés à ces titres sont portés au compte de résultat dans la Rubrique "Revenus des titres à revenus variables".

Les dotations et reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins values de cessions de ces titres sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou Pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Autres titres détenus à long terme. — Ils représentent les investissements réalisés sous forme de titres par Inter Europe Conseil dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec la société émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais d'acquisition.

Au 31 décembre 2016, aucun titre n'entrant dans cette catégorie n'est inscrit au bilan d'Inter Europe Conseil.

Immobilisations. — Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), hors frais d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant la durée réelle d'utilisation des biens en utilisant le mode d'amortissement suivant :

Nature immobilisation	Mode	Durée d'utilisation
Logiciels	Linéaire	3 ans (fiscalement sur 1 an)

Matériel de bureau et Informatique	Linéaire	5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans
Agencement des constructions	Linéaire	20 ans

Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique Dotations aux Amortissements.

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour les opérations avec la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Provisions. — Les provisions inscrites au passif du bilan sont comptabilisées conformément au règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014.

Les provisions représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de manière précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie attendue.

Ces provisions couvrent des risques identifiés à l'actif au passif du bilan et au hors bilan.

Les dotations et les reprises de provisions sont classées par nature dans les rubriques correspondantes du compte de résultat.

Dettes subordonnées. — Cette rubrique regroupe les dettes matérialisées ou non par des titres, à terme ou à durée indéterminée, dont le remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers.

Les intérêts courus à verser attachés aux dettes subordonnées sont portés dans un compte de dettes rattachées par contrepartie du compte de résultat.

Opérations en devises. — Conformément aux règlements ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014, les opérations enregistrées en devises au bilan ou au hors bilan sont converties sur la base des cours de change officiels à la date de clôture.

Les opérations initiées sont enregistrées en devises par la contrepartie de comptes de positions de change par devises.

A chaque arrêté comptable, le solde des comptes de positions de change est porté en résultat.

Les opérations de change à terme dites « sèches » ou effectuées en couverture d'autres opérations de change à terme sont évaluées selon le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant et les autres opérations à terme sont évaluées mensuellement selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées régulièrement dans le compte de résultat. Par ailleurs, les reports et déports, liés aux opérations de change à terme couvertes sont parallèlement rapportés au compte de résultat de manière linéaire sur la période restant à courir jusqu'à l'échéance de ces opérations.

Opérations sur instruments financiers à terme. — Les opérations de couverture portant sur des instruments financiers à terme de taux ou de devises sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014. Les engagements nominaux sur les instruments à terme sont présentés en hors bilan.

a). Opérations de couverture : Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés au compte de résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts. Dans le cas où ils concernent des instruments autres que de taux (instruments sur actions, indices boursiers, de change, etc.), ils sont comptabilisés en " Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation " dans le poste "résultat sur instruments financiers à terme ".

b). Opérations de marché : Les opérations de marché incluent, d'une part des instruments négociés sur un marché organisé ou assimilé, ainsi que des instruments (tels que les dérivés de crédit, options complexes...) qui, bien que négociés de gré à gré sur des marchés moins liquides, sont inclus dans des portefeuilles de transaction, et d'autre part certains instruments de dettes intégrant une composante d'instrument financier à terme dès lors que ce classement reflète de manière plus appropriée les résultats et risques associés. Ces opérations sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture ; en l'absence de marché liquide, cette valeur est généralement déterminée à partir de modèles internes. Ces valorisations sont corrigées le cas échéant d'une décote prudentielle (Reserve Policy) déterminée en fonction des instruments concernés et des risques associés et intégrant :

- une valorisation prudente de l'ensemble des instruments, quelle que soit la liquidité du marché,
- une réserve estimée en fonction de la taille de la position et destinée à couvrir le risque d'emprise,
- une correction au titre de la moindre liquidité des instruments et des risques de modèles dans le cas des produits complexes ainsi que des opérations traitées sur des marchés moins liquides (car récents ou plus spécialisés).

Par ailleurs, pour les opérations sur instruments financiers à terme de taux d'intérêts négociées de gré à gré, la valeur de marché intègre le risque de contrepartie et la valeur actualisée des frais de gestion futurs.

Les gains ou pertes latents ou réalisés correspondants sont directement portés dans les résultats de l'exercice. Ils sont inscrits au compte de résultat en "Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de négociation".

Les pertes et profits relatifs à certains contrats conclus dans le cadre notamment des activités de trésorerie gérées par la salle des marchés afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêts, sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou « prorata temporis », selon la nature de l'instrument. En fin d'exercice, les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision pour risques dont la contrepartie est enregistrée en « résultat net des portefeuilles de négociation ».

Coût du risque. — Le contenu de la rubrique Coût du Risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risques de contrepartie, les pertes sur créances irrécouvrables, les récupérations sur créances amorties, les dotations nettes aux dépréciations des titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement et immobilisations d'exploitation.

Intérêts et commissions. — Les intérêts et agios sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les commissions sont comptabilisées en respectant les éventuels décalages intervenant entre la facturation et l'exécution effective du service et donnent lieu à une régularisation afin que les charges et produits acquis à l'exercice lui soient effectivement rattachés.

Gains et pertes sur actifs immobilisés. — Ce poste regroupe les plus ou moins values de cession.

Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du Produit net bancaire.

Faits marquants de l'exercice. — Dans la continuité de l'année 2015, la Société a poursuivi, au cours de l'année 2016, sa stratégie d'écoulement ordonné de ses actifs, en tenant compte de leur niveau de risque, de leur rendement, de leur consommation de liquidité et de capital réglementaire. La stratégie, élaborée en étroite concertation avec SOCIETE GENERALE, a été adaptée en fonction des opportunités de marché et des contraintes de capital ou de liquidité du Groupe. A l'instar des autres années, les méthodes et modèles de valorisation ont fait l'objet d'un suivi régulier.

La taille totale du bilan a connu une baisse sensible de l'ordre de 16 % de son niveau à fin 2015 (soit de près de 1,7 milliards d'euros) passant de 10,5 milliards d'euros à 8,8 milliards entre fin 2015 et fin 2016.

En particulier, les cessions d'actifs, conjuguées à l'amortissement des titres en portefeuille d'une part, et à un environnement de marché favorable d'autre part, ont conduit à réduire la taille globale des portefeuilles à une valeur nette comptable de 1,7 milliards d'euros. Par ailleurs, des cessions en totalité ou partielles de CDO de RMBS ont eu lieu, permettant de diminuer l'exposition de la Société à cette catégorie de risques.

Événements postérieurs à la clôture. — Néant.

Note 2.

1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et de l'activité de portefeuille :

(En Euros)	31/12/2016					31/12/2015
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilés :						
Valeur brute	33 714 765				33 714 765	33 819 020
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan	33 714 765				33 714 765	33 819 020
Obligations et autres titres à revenus fixe :						
Valeur brute (*)	172 721 902	179 163 510		2 423 920 445	2 775 805 856	4 675 316 782
(*) Dont émis par des organismes publics						
Créances rattachées		851 076		3 045 902	3 896 978	6 036 505
Dépréciations		-14 260 694		-1 065 476 850	-1 079 737 544	-1 509 012 976
Valeur nette au bilan	172 721 902	165 753 891		1 361 489 497	1 699 965 289	3 172 340 311
Actions et autres titres à revenu variable						
Valeur brute						
Créances rattachées						
Dépréciations						
Valeur nette au bilan						
Total	206 436 666	165 753 891		1 361 489 497	1 733 680 054	3 206 159 331

2. Informations complémentaires sur les titres :

(En Euros)	Titres de transaction	Titres de placement	Titres de l'activité de portefeuille	Titres d'investissement	31/12/2016
Ventilation des titres à revenu fixe ou variable	172 721 902	179 163 510		2 423 920 445	2 775 805 856
Titres cotés	59 507 039	25 008 702		2 243 739 924	2 328 255 666
Titres non cotés	113 214 862	154 154 808		180 180 520	447 550 190

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Valeur estimée des titres de placement :	13 324 044	13 443 224
Plus values latentes (*)	3 409 842	1 004 467
Résultat latent du portefeuille d'investissement hors portefeuille reclassé	-27 632 029	-30 546 809
Montant des primes et décotes afférentes aux titres de placement et d'investissement	37 546 231	42 985 566
(*) Ces montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés en couverture des titres de placement.		

Transfert de portefeuille. — Le 1er Octobre 2008, suite à des conditions de marché exceptionnelles et en application de l'avis du CNC 2008-19 publié en Décembre 2008, un certain nombre de titres de transaction a été reclassé en portefeuille d'investissement et en portefeuille de placement par la Société Générale (avant le traité d'apport du 5 novembre 2010). Les montants reclassés au titre des années 2008 et 2009 figuraient dans les comptes sociaux de la Société Générale.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes et prêts :	6 827 984 360	6 802 516 509
A vue :	22 415 660	114 963 214
Comptes ordinaires	22 415 660	22 977 727

Prêts et comptes au jour le jour		91 985 487
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
A terme :	6 805 568 701	6 687 553 295
Prêts et comptes à terme	6 805 568 701	6 687 553 295
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées :	24 947 917	19 258 675
Créances douteuses :		
Total brut	6 852 932 277	6 821 775 184
Dépréciations :		
Total net	6 852 932 277	6 821 775 184
Titres reçus en pension	6 249 958	6 955 661
Créances rattachées	82	188
Total (1) (2)	6 859 182 317	6 828 731 033

(1) Dont créances concernant les entreprises liées : 6 828 M EUR au 31 décembre 2016 (6 803 M EUR en 2015).
(2) Non éligibles au refinancement dans la Banque Centrale.

Note 4. – Opérations avec la clientèle.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Créances commerciales :		
Autres concours à la clientèle :	1 798 351	129 217
Crédits de trésorerie		
Crédits à l'exportation		
Crédits à l'équipement		
Crédits à l'habitat		
Autres crédits à la clientèle	1 798 351	129 217
Comptes ordinaires débiteurs		
Opérations d'affacturage		
Créances rattachées		
Créances douteuses		5 624 026
Total brut (1) (2)	1 798 351	5 753 243
Dépréciations :		
Total net	1 798 351	5 753 243
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension		
Créances rattachées		
Total	1 798 351	5 753 243

(1) Au 31 décembre 2016, les créances douteuses ont été soldées (en 2015, le montant des créances douteuses s'élevaient à 5,6 M EUR).
(2) Dont opérations concernant les entreprises liées : 0 EUR au 31 décembre 2016 et 0 EUR au 31 décembre 2015.

Note 5.

1. Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	Valeur brute 31/12/2015	Acquisitions	Cessions	Autres mouvements	Valeur brute 31/12/2016	Amortissement provisions et dépréciations cumulés 31/12/2016	Valeur nette 31/12/2016
Immobilisations incorporelles :	11 005				11 005		11 005
Immobilisations corporelles :							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques							
Matériels et outillages							
Autres							
Total	11 005				11 005		11 005

Montant des frais d'établissement, ventilés selon leur nature, des frais de recherche et de développement et de la valeur d'achat des fonds commerciaux inscrits au poste d'immobilisations incorporelles.

2. Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles :

(En Euros)	Montant au 31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres mouvements	Montant au 31/12/2016
Immobilisations incorporelles :					
Immobilisations corporelles :					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques					
Matériels et outillages					
Autres					
Total					

3. Ventilation des dotations :

(En Euros)	Linéaire	Exceptionnel	Dotation dérogatoire	Reprise dérogatoire	Dotation 2016
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Total					

Note 6. – Autres actifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Autres actifs :		
Sous-total	101 123 590	312 360 475
Compte courant SG impôt groupe	96 610 198	304 079 379
Débiteurs divers (1)	4 513 392	8 281 096
Comptes de régularisation :		
Sous-total	63 263 496	88 649 914
Charges comptabilisées d'avance		
Produits à recevoir		
Créances sur les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Opérations de location simple		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Actions propres		
Autres actifs		
Comptes de régularisation		
Impôts différés		
Autres comptes de régularisation (2)	63 263 496	88 649 914
Total brut	164 387 086	401 010 389
Dépréciations :		
Total net	164 387 086	401 010 389

(1) Ce montant correspond à des dépôts de garantie cash versés sur les instruments financiers à terme.

(2) Ce montant correspond à la réévaluation positive des instruments financiers à terme.

Note 7. – Dettes envers les établissements de crédit.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Dettes à vue :	11 859 552	92 791
Dépôts et comptes ordinaires	11 859 552	92 791

Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension au jour le jour		
Dettes à terme :	5 223 527 863	6 724 759 827
Emprunts et comptes à terme	4 556 495 751	6 270 417 942
Valeurs données en pension à terme		
Dettes rattachées	11 968 024	10 845 082
Titres donnés en pension	655 064 089	443 496 803
Total	5 235 387 415	6 724 852 618

Note 8. – Opérations avec la clientèle.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Comptes d'épargne à régime spécial :		
A vue		
A terme		
Autres dettes envers la clientèle à vue :		
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		
Autres		
Autres dettes envers la clientèle à terme :		598 900
Sociétés et entrepreneurs individuels		
Particuliers		
Clientèle financière		598 900
Autres		
Dettes rattachées		
Total dettes envers la clientèle		598 900
Valeurs données en pension à la clientèle		
Titres donnés en pension à la clientèle		
Total		598 900

Note 9. – Autres passifs et comptes de régularisation.

(En Euros)	31/12/2016	31/12/2015
Opérations sur titres :		
Dettes et titres empruntés		
Autres dettes de titres		
Autres passifs	53 655 458	76 938 166
Compte courant SG impôt groupe		
Versement restant à effectuer sur titres		
Créditeurs divers (1)	53 655 458	76 938 166
Comptes de régularisation	50 005 938	57 891 216
Charges à payer	21 374 932	15 648 393
Dettes envers les établissements de crédit		
Opérations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Autres passif	21 374 932	15 648 393
Comptes de régularisation		
Dettes subordonnées		
Impôts différés		
Produits constatés d'avance		
Autres comptes de régularisation (2)	28 631 006	42 242 823
Total	103 661 397	134 829 382

(1) Ce montant correspond à des dépôts de garantie reçus sur les instruments financiers à terme.

(2) Ce montant correspond à la réévaluation négative des instruments financiers à terme.

Note 10. – Provisions et dépréciations.

(En Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2016
Provisions :	49 760 505	23 329	-22 499 223			-22 475 894
Provisions :	49 760 505	23 329	-22 499 223			-22 475 894
Engagement hors-bilan avec les établissements de crédit						
Engagement hors-bilan avec la clientèle						
Provisions sectorielles et autres						
Provisions pour risques et charges (1)	49 760 505	23 329	-22 499 223			27 284 611
Provisions réglementées :						
Amortissements dérogatoires sur le crédit bail						
Amortissements dérogatoires sur la location simple						
Autres						

(En Euros)	31/12/2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	31/12/2016
Dépréciations :	1 489 466 119	69 363 986	-479 092 561			1 079 737 544
Dépréciations d'actifs :						
Opérations avec les établissements de crédit						
Opérations avec la clientèle						
Opérations de crédit-bail et location simple						
Opérations sur autres actifs						
Dépréciation de titres (2)	1 489 466 119	69 363 986	-479 092 561			1 079 737 544
Total des dotations :			69 387 315			
Total des reprises :			-501 591 784			

(1) Au 31 décembre 2016, ce stock de provisions, qui concerne les titres d'investissement sains, s'élève à 27,3 M EUR avec un effet change de + 0.38 M EUR. Cette provision permet de tenir compte d'un éventuel risque de contrepartie.

(2) Ces dépréciations comprennent 17,5 M EUR lié au stock de provision pour dépréciation des titres de placement et 1 065 M EUR lié au stock de provision sur titres douteux en investissement dont 974,4 M EUR pour les CDO de RMBS (1367,7 M EUR en 2015) comprenant un effet change EUR/USD de + 45,5 M EUR en 2016.

Note 11. – Dettes subordonnées.

(En Euros)	Devise	Taux d'intérêt	Montant de l'émission	Date d'échéance	31/12/2016	31/12/2015
Date d'émission :						
Titres et emprunts subordonnés à une durée déterminée					2 371 691 490	2 296 316 708
28/10/2010 (1)	USD	LIB USD 3M + 1.05	2 500 000 000	perpétuelle	2 371 691 490	2 296 316 708
Titres et emprunts subordonnés à terme						
Dettes rattachées					8 309 178	5 693 255
Total					2 380 000 669	2 302 009 963

(1) L'Autorité de Contrôle Prudentiel a donné son accord à l'éligibilité de ce prêt aux fonds propres complémentaires (Tier 2) de la Société conformément à l'article 4c du règlement 90-02 du 23 février 1990 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Le Prêt, ainsi que le cas échéant les intérêts non versés sont destinés à permettre à l'Emprunteur de faire face à la survenance de pertes et de poursuivre alors son activité dans le respect de la réglementation bancaire. L'emprunt est assorti d'une clause de remboursement anticipé à partir de sa cinquième année, à la seule option de la Société et qu'après accord préalable du Secrétaire Général de l'Autorité des Contrôles Prudentiels.

(2) La charge globale relative aux dettes subordonnées s'élève à 8.3 M EUR en 2016 (5.7 M EUR en 2015). Cette charge correspond au réescompte des intérêts courus non échus, calculés sur une base linéaire. La convention de prêt conclue entre la Société Générale et I.E.C. prévoit un intérêt annuel payable trimestriellement sur la base de 360 jours du Libor USD 3M majorée de 1,05%.

Note 12.

1. Evolution des capitaux propres (En euros) :

Affectation du résultat de l'exercice précédent	31/12/2016
Origine :	456 503 628
Report à nouveau antérieur	4
Résultat de la période	456 503 624
Prélèvement sur les réserves	
Autres mouvements	
Affectation (1) :	456 503 628
Réserve légale	22 825 181
Autres réserves	
Dividendes	433 649 498
Autres répartition	
Report à nouveau	28 948
<i>(1) La variation des postes de réserves et de report à nouveau par rapport à l'exercice précédent résulte de l'affectation du résultat au 31 décembre 2015 décidée par l'associé unique en date du 30 mai 2016.</i>	

2. Capital social. — Le capital social est composé de 47 811 411 actions de 16 € de nominal, entièrement libérées.

3. Ventilation des réserves :

(En Euros)	Montant
Réserve légale	30 952 610
Réserves statutaires	
Autres réserves	
Total	30 952 610

4. Projet d'affectation du résultat de l'exercice.

(En Euros)	Montant
Résultat disponible :	216 789 533
Report à nouveau antérieur	28 948
Résultat de la période	216 760 585
Prélèvement sur les réserves	
Affectation (1) :	216 789 533
Réserve légale	10 838 029
Autres réserves	
Dividendes	205 922 556
Autres répartition	
Report à nouveau	28 948

5. Variation des capitaux propres.

(En Euros)	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Capital	764 982 576			764 982 576
Primes d'émission				
Réserves	8 127 429	22 825 181		30 952 610
Ecart de réévaluation				
Provisions règlementées				
Subvention d'investissement				
Report à nouveau	4	28 948	4	28 948
Résultat de l'exercice	456 503 624	216 760 585	456 503 624	216 760 585
Distribution				
Total	1 229 613 632	239 614 714	456 503 628	1 012 724 720

Note 13.

1. Produits et charges d'intérêts :

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2016	Net 2015
Sur opérations avec les établissements de crédit :	158 430 840	188 174 979	29 744 139	24 809 166
Opérations avec les banques centrales, les comptes courants postaux et les Ets de crédit	103 705 587	171 151 675	67 446 088	56 201 516
Titres et valeurs reçus en pension	12 989 916	17 023 304	4 033 388	-392 225
Autres	41 735 337		-41 735 337	-31 000 126
Sur opérations avec la clientèle :	133 286	205 276	71 990	-12 371
Créances commerciales				
Autres concours à la clientèle				
Comptes ordinaires débiteurs				
Titres et valeurs reçus en pension				
Autres	133 286	205 276	71 990	-12 371
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-11 431	47 244 480	47 255 911	68 062 859
Sur dettes subordonnées				
Autres intérêts et produits ou charges assimilés	2 200 805	10 708 805	8 508 000	-5 526 151
Total	160 753 500	246 333 540	85 580 040	87 333 503

2. Revenus des titres à revenu variable :

(En Euros)	2016	2015
Dividendes sur actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes sur titres de participation et autres titres à long terme		
Part dans les entreprises liées		
Autres		
Total		

Note 14. – Produit net des commissions.

(En Euros)	Charges	Produits	Net 2016	Net 2015
Opérations avec les établissements de crédit				
Opérations avec la clientèle				
Opérations sur titres				
Opérations de crédit bail et assimilées				
Opérations de location simple				
Opérations de change et sur instruments financiers				
Engagement de financement et de garantie	59 454		-59 454	-109 290
Prestations de services et autres				
Total	59 454		-59 454	-109 290

Note 15. – Résultat net sur opérations financières.

(En Euros)	Net 2016	Net fin 2015
Résultat net sur portefeuille de négociation :	-54 846 728	-113 218 909
Résultat net des opérations sur titres de transaction	-68 936 202	-87 431 842
Résultat net des opérations de change	-19 055 362	-49 249 050
Résultat sur instruments financiers à terme	33 144 836	23 461 983
Résultat net sur titres de placement :	-6 354 427	-8 140 038
Plus-values de cession	-1 419 844	-672 237
Moins-values de cession	4 652 400	6 830 757
Dotation aux dépréciations	-2 993 526	-9 608 772
Reprises de dépréciations	6 115 398	11 590 291
	-61 201 155	-121 358 947

Note 16.

1. Charges générales d'exploitation :

(En Euros)	2016	2015
Frais de personnel :		
Salaires et traitements		
Charges sociales et fiscales sur rémunérations		
Autres		
Autres frais administratifs	-11 533 219	-11 227 677
Impôts et taxes	4 784 204	-3 736 617
Services extérieurs	716 017	533 925
Autres	6 032 998	-8 024 985
Total	-11 533 219	-11 227 677

Note 17.

1. Cout du risque :

(En Euros)	2016	2015
Coût du risque sur établissements de crédit :		
Dotations aux provisions et dépréciations		
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions		
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions et dépréciations utilisées		
Reprises de provisions et dépréciations disponibles		
Autres		
Coût du risque sur la clientèle :		
Dotations aux provisions et dépréciations		
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions		
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions et dépréciations utilisées		
Reprises de provisions et dépréciations disponibles		
Autres		
Coût du risque sur portefeuille titres :	475 942 759	1 213 282 084
Dotations aux provisions et dépréciations	-16 970 472	-9 444 592
Créances irrécouvrables couvertes par des provisions		
Créances irrécouvrables non couvertes par des provisions		
Reprises de provisions et dépréciations utilisées		
Reprises de provisions et dépréciations disponibles	510 695 063	1 277 992 518
Autres (1)	-17 781 832	-55 265 842
Autres opérations		
Total	475 942 759	1 213 282 084
(1) Résultat net des opérations de change.		

2. Synthèse du cout du risque sur les provisions et dépréciations :

(En Euros)	2016	2015
Dotations aux provisions et dépréciations	-16 970 472	-9 444 592
Reprises de provisions et dépréciations	510 695 063	1 277 992 518

Note 18. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés.

(En Euros)	2016	2015
Immobilisations corporelles :		
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
Immobilisations incorporelles		
Plus-values de cession		

Moins-values de cession		
Titres de participation, parts dans les Ent. Liées et autres titres LT	-490 896 022	-1 258 056 392
Plus-values de cession	405 342	
Moins-values de cession	-491 301 365	-1 258 056 392
Dotations aux dépréciations ou provisions		
Reprises de dépréciations ou provisions		
Total	-490 896 022	-1 258 056 392

Note 19.

1. Impôts sur les bénéfices :

(En Euros)	2016	2015
Charge fiscale courante	-96 610 198	-304 079 379
Charge fiscale différée		
Total	-96 610 198	-304 079 379

2. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices :

Ventilation résultats (En Euros)	Résultat avant impôts	Retraitements	Incidence impôt sur les sociétés			Résultat après impôt
			Impôts brut (1)	Avoir fiscal crédit d'impôt	Impôt net imputé	
1. Taxé au taux normal	135 103 651	-237 119	44 955 511		44 955 511	90 148 140
2. Taxé au taux réduit ou non taxable						
I. Résultat brut d'exploitation (1 + 2)	135 103 651	-237 119	44 955 511		44 955 511	90 148 140
3. Taxé au taux normal	475 942 759	-400 484 995	25 152 588		25 152 588	450 790 171
4. Taxé au taux réduit ou non taxable						
II. Cout du risque (3 + 4)	475 942 759	-400 484 995	25 152 588		25 152 588	450 790 171
III. Résultat d'exploitation (I + II)	611 046 410	-400 722 114	70 108 099		70 108 099	540 938 311
5. Taxé au taux normal	-490 896 022		-163 632 007		-163 632 007	-327 264 015
6. Taxé au taux réduit ou non taxable						
IV. +/- gains ou pertes sur actifs immobilisés (5 + 6)	-490 896 022		-163 632 007		-163 632 007	-327 264 015
V. Résultat courant avant impôt (III + IV)	120 150 388	-400 722 114	-93 523 908		-93 523 908	213 674 296
VI. Résultat exceptionnel						
Dotations nettes aux provisions réglementées						
Impôt courant			-93 523 908		-93 523 908	
Impôt différé						
Crédit d'impôt comptabilisé						
Contributions			-3 086 289		-3 086 289	3 086 289
Autres (à préciser)						
Résultat net	120 150 388	-400 722 114	-96 610 198		-96 610 198	216 760 585

(1) Signes : l'impôt est signé en + pour une dette et en - pour une créance.

Note 20. – Opérations non inscrites au bilan.

Conformément au règlement n°2014-07 du 26 novembre 2014, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Cette annexe regroupe les informations sur les engagements financiers et opérations qui ne figurent pas au bilan. Sont présentées les opérations dont les risques et avantages en résultant sont significatifs et dont la divulgation est nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de l'entreprise.

1. Engagements hors-bilan comptabilisés :

1.1. Hors-bilan - engagements reçus et donnés :

(En Euros)	31/12/2016
Engagements donnés :	
Engagements de financement :	4 640 707
En faveur d'établissements de crédit	1 000
En faveur de la clientèle	4 639 707

Engagements de garantie :	
D'ordre d'établissements de crédit	
D'ordre de la clientèle	
Engagements reçus :	
Engagements de financement :	
D'établissements de crédit	
De la clientèle	
Engagements de garantie :	62 336 386
D'établissements de crédit	
De la clientèle	62 336 386

1.2. Hors-bilan - Engagements sur titres :

(En Euros)	31/12/2016
Titres à livrer	
Titres à recevoir	

1.3. Hors-bilan - engagements douteux :

1.4. Hors-bilan - autres engagements :

Autres engagements donnés	57 997 386
---------------------------	------------

Note 21. – Opérations en devises.

Devise (En Euros)	31/12/2016				31/12/2015			
	Actif contrevaieur €	Passif contrevaieur €	Devises à recevoir	Devises à livrer	Actif contrevaieur €	Passif contrevaieur €	Devises à recevoir	Devises à livrer
EUR	4 065 710 991	4 065 710 991	1 335 682	2 289 244	4 546 331 385	4 546 331 384	329 269 424	7 164 255
USD	3 546 947 239	3 546 947 239	2 106 347	474 338	4 808 199 981	4 808 199 982	7 164 508	4 408 928
GBP	11 917 189	11 917 189			13 307 768	13 307 768		
JPY	293	293			276	276		
Autres	1 134 483 100	1 134 483 100	856 399	1 541 518	1 073 825 591	1 073 825 591		329 596 563
Total	8 759 058 812	8 759 058 812	4 298 428	4 305 100	10 441 665 001	10 441 665 001	336 433 932	341 169 746

Position de change portée en résultat :

Note 22.

1. Engagements sur instruments financiers à terme :

(En milliers d'Euros)	Opérations de gestion de positions	Opérations de couverture	Juste valeur	Total	
				31/12/2016	31/12/2015
Opérations fermes :	942 653 311			942 653 311	2 220 461 583
Opérations sur marchés organisés et assimilés :					
Contrats à terme de taux d'intérêt					
Contrats à terme de change					
Autres contrats à terme					
Opérations sur marchés de gré à gré :	942 653 311			942 653 311	2 220 461 583
Swaps de taux d'intérêt	104 075 911			104 075 911	276 637 126
Swaps financiers de devises					
FRA					
Autres	838 577 400			838 577 400	1 943 824 457
Opérations conditionnelles :					
Options de taux d'intérêt					
Option de change					
Option sur actions et indices					
Autres options					
Total	942 653 311			942 653 311	2 220 461 583

2. Ventilation des instruments financiers selon leur durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Opérations sur marchés de gré à gré				
Swaps de taux d'intérêt			104 075 911	104 075 911
Swaps financiers de devises				
FRA				
Autres		27 404 768	811 172 631	838 577 400
Total		27 404 768	915 248 543	942 653 311

Note 23. – Emplois et ressources ventilés selon la durée restant à courir.

(En Euros)	Durée restant à courir au 31 décembre 2016				
	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Emplois :					
Créances sur les établissements de crédit	601 128 208	263 566 972	4 306 998 357	1 687 488 280	6 859 182 317
Opérations avec la clientèle	1 798 351				1 798 351
Obligations et autres titres à revenu fixe	374 261	218 115 981	499 322 942	982 152 105	1 699 965 289
Titres de transaction		5 500	12 259 241	160 457 160	172 721 901
Titres de placement	374 261	696 066	5 123 020	159 560 612	165 753 959
Titres d'investissement		217 414 415	481 940 682	662 134 333	1 361 489 429
Actions et autres titres à revenu variable					
Titres de transaction					
Titres de placement					
Titres d'investissement					
Ressources					
Dettes envers les établissements de crédit	663 961 905	1 547 181 958	214 859 819	2 809 383 732	5 235 387 415
Opérations avec la clientèle					
Dettes représentées par un titre					

Note 24. – Identité de la société consolidante.

Les comptes annuels de la SAS INTER EUROPE CONSEIL sont inclus selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre de consolidation de :

SA SOCIETE GENERALE - 29, boulevard Haussmann 75009 PARIS

En conséquence, la société est exemptée de l'obligation d'établir des comptes consolidés ainsi qu'un rapport de gestion consolidé.

Note 25. – Intégration fiscale.

La Société INTER EUROPE CONSEIL est intégrée fiscalement dans le groupe SOCIETE GENERALE depuis le 05/11/2010.

Son résultat fiscal ayant servi de base de calcul à l'impôt est le suivant :

— Déficit à court terme de 280 571 726 €

— Bénéfice à long terme de €

Du fait de l'intégration fiscale, une dette créance de 96 610 198 € envers la société mère a été comptabilisée en compte courant SG au bilan par contrepartie au compte de résultat du poste impôt sur les bénéfices.

Note 26. – Honoraires des Commissaires aux comptes.

Les honoraires HT de la lettre de mission de notre commissaire aux comptes, au titre de l'exercice 2016 s'élève à :

DELOITTE et ASSOCIES	42 463,00 €
ERNST et YOUNG	42 463,00 €

IV. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2016.)

A l'Associé Unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur:

- le contrôle des comptes annuels de la société Inter Europe Conseil, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations. — En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

— Dans le cadre de l'arrêt des comptes, votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à des activités selon les modalités décrites dans la note 1 de l'annexe. Nous avons, d'une part, revu et testé les processus mis en place par la direction, les hypothèses retenues et les paramètres utilisés et, d'autre part, vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur les méthodes documentées conformément aux principes décrits dans la note 1 de l'annexe.

— Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, votre société utilise des modèles internes pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés actifs. Nos travaux ont consisté, d'une part, à revoir le dispositif de contrôle des modèles utilisés, et, d'autre part, à apprécier les données et les hypothèses utilisées et leur observabilité, ainsi que la prise en compte des risques généralement constatés sur les marchés, dans les valorisations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mai 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DELOITTE et ASSOCIES :
Jean-Marc MICKELER ;

ERNST & YOUNG et Autres :
Micha MISSAKIAN.

V. — Extrait procès-verbal des décisions de l'associé unique du 27 mai 2017.

Le 27 mai 2017, l'Associé Unique a signé l'acte dont la teneur suit :

SOCIETE GENERALE, Société Anonyme au capital de 1.009.641.917,50 euros, dont le siège social est à PARIS (75009) – 29 boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 552 120 222 RCS PARIS, représentée par Monsieur Thierry GARCIA, en qualité de mandataire, Associé Unique de INTER EUROPE CONSEIL, Société par Actions Simplifiée au capital de 764.982.576 euros, dont le siège social est à PARIS (75009) – 29 boulevard Haussmann, ayant pour numéro unique d'identification 692 040 108 RCS PARIS,

Décide :

Connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat de l'exercice écoulé, soit un bénéfice de 216.760.585,49 euros, augmenté du report à nouveau antérieur, créditeur de 28.948,43 euros, soit un résultat à affecter de 216.789.533,92 euros, de la manière suivante :

- A la réserve légale : 10.838.029,28 euros,
- Versement de dividende (soit 4,30 euros par action) : 205.589.067,30 euros,
- Au report à nouveau : 362.437,34 euros.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 16 juin 2017.

L'Associé Unique étant une personne morale, le dividende attribué ne sera pas éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code général des impôts.

L'Associé Unique prend acte de ce que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois derniers exercices.

Fait à Paris La Défense, le 27 mai 2017.

SOCIETE GENERALE
Thierry GARCIA.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.

Le Président :
Didier VALET.

VI. — Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social. — Tour Société Générale, 17, Cours Valmy, 92972 Paris - La Défense cedex.

Documents comptables annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 2017.

1703636